

REPORTAGE



Liquider la guerre est une entreprise indispensable. Oublier ses tristement fidèles compagnons Phobos et Deimos – la terreur et la panique – est nécessaire. Faire son deuil des souffrances afférentes est salutaire. Mais... Il y a 17 000 familles pour qui ce deuil reste impossible. 17 000 familles qui continuent d'ignorer la paix intérieure. Aujourd'hui, elles exigent une réponse, un statut et le droit de se souvenir.

Mères des disparus

17 000 hommes étaient fils, époux ou pères. Leur disparition a cassé des familles, arrêté le fil du temps... Que vaut la grande Histoire quand elle ne démêle pas l'écheveau des petites.

L'Histoire avec un grand H

1975. La guerre vient d'éclater. C'est commode de considérer la guerre comme sujet plutôt

que complément d'objet direct. La culpabilité, la responsabilité collective se cachent aujourd'hui derrière la grammaire. C'est commode de considérer la guerre comme sujet, de la doter d'une vie indépendante de la volonté de ses acteurs et d'une volonté propre. La guerre... Elle nous tombait dessus comme un orage de printemps: inattendue bien que redoutée. 1975 signe l'échec d'une expérience nationale, l'échec d'une communauté de destin, l'échec d'une convivialité authentique. 1975 sonne le glas de plusieurs espérances. 25 ans après, 300 000 morts, 200 000 handicapés, autant d'émigrants et de migrants intérieurs... les Libanais ne se résolvent pas à écrire l'histoire de leur guerre. L'absence de consensus mène à la guerre. L'absence de consensus mine la paix. Alors, guerre des autres sur notre territoire? Peut-être. Sûrement. Mais nous avons été les petits soldats de plomb de cette guerre. À part ceux qui s'y sont investis, par idéal, par intérêt politique ou économique, la population civile a elle aussi cautionné la guerre. D'une façon ou d'une autre. En acceptant de servir de chair à canon déjà ou alors en payant ici ou là les "khouwwets", impôts de solidarité perçus par les milices. Chacun de nous a été le terreau

qui a permis aux racines de la guerre de s'étendre. Alors il faudra bien qu'un jour on se retourne sur ce passé proche et qu'on accepte de rouvrir l'album photo de nos blessures et de nos lâchetés, de nos peurs et de nos compromissions.

Une petite histoire

1975. Je ne résistais pas longtemps à la décision de mes parents de m'envoyer passer mon bac en France. J'avais vécu à Beyrouth les prémices de la guerre, à peine un ou deux rounds. Je capitulais. À Paris, j'apprenais à vivre sans la guerre, sans la rage, sans la violence, sans le sang et sans la mort. J'apprenais à expliquer les tours et les détours de la guerre et la folie et l'explicite. À Paris, je passais aussi de longues heures en errance, essayant d'avoir Beyrouth au téléphone. "Un" ami avait disparu à un barrage. Durant plusieurs semaines, il y eut des tractations pour essayer de le rendre aux siens. Interventions d'hommes politiques, enquêtes, contre-enquêtes... kidnapping, contre-kidnapping. 25 ans après, je continue d'y penser. Je me persuade qu'il est encore en vie. Quelquefois, au restaurant ou dans la rue, je crois reconnaître sa mine boudeuse contredite par l'aménité de son regard. Le jeune homme d'alors serait aujourd'hui un homme. Quel est son destin, son histoire, sa non-vie? Mon histoire est une petite histoire d'amitié. Comme ce jeune homme, 17 000 hommes étaient fils, époux ou



Mères des disparus



► pères. Leur disparition a cassé des familles, arrêté le fil du temps, a brisé des histoires en devenir. Que vaut la grande Histoire quand elle ne démêle pas l'écheveau des petites qui l'ont tissée, qui l'ont construite?

L'actualité

10 ans après la fin de la guerre, nous sommes toujours sans nouvelles de quelque 17 000 disparus qui n'ont ni cadavre ni sépulture. Qui sont comme les âmes perdues du purgatoire, sans statut, sans existence. Les familles qui ont eu des pertes, des morts, des amputations, des terreurs, des peurs, ont pu entamer un travail de deuil. Mais les familles des disparus? Qu'espèrent-elles? Qu'attendent-elles de la société et des divers gouvernements qui se sont succédé. À quoi aspirent-elles? Peut-on dire que la guerre est finie quand elle n'est pas finie pour tout le monde?

17 000 familles de disparus attendent en vain des nouvelles, même "la nouvelle" qui statuerait sur leur sort. L'entêtement, l'acharnement, la patience de certaines mères commence à payer. Réunies autour de Wadad Halwani pour créer un Comité qui, en ajoutant la pression, multiplie les chances de se faire entendre.

De sit in en sit in, les gouvernements passent et ne se ressemblent pas. Les promesses des opposants se dissolvent avec leur retour au pouvoir. Et les ministres en route pour leur conseil, détournent – pas toujours pudiquement – leur regard de ces mères "folles" de n'avoir pas de nouvelles de leurs enfants.

On ne peut pas faire "comme si" le problème n'existait pas. On ne peut pas faire "comme si", c'est entendu, ils sont tous morts. On ne peut pas. Pour simplifier le problème, les autorités avaient demandé aux familles d'entamer auprès de l'État Civil des formalités pour "considérer morts les disparus"!

La nécessité de se souvenir

Les mères ne se ressemblent pas toutes. De résignées à révoltées, elles expriment chacune à sa façon toute la gamme de la souffrance humaine. Leurs regards tragiques sont insoutenables. Elles se

On ne peut pas faire "comme si" le problème n'existait pas. On ne peut pas faire "comme si", c'est entendu, ils sont tous morts.

lien est un leitmotiv pas toujours à l'avantage du nôtre: «Eux, ils brûlent la terre pour récupérer un des leurs, même mort!» Le gouvernement – les gouvernements – sont le mur sur lequel se brisent leurs espérances. L'État n'est peut-être pas responsable des agissements des milices durant la guerre, mais c'est l'État – au nom de sa continuité – qui se doit de régler ce dossier. Aujourd'hui, une poignée d'artistes, d'avocats et d'intellectuels, ont créé un comité de soutien aux familles. Une conférence de presse s'est tenue le 29 octobre pour appuyer les doléances:

- Constituer une commission d'enquête gouvernementale permettant de statuer définitivement sur le sort des kidnappés et disparus sur le territoire libanais durant la guerre.

- Instituer un programme d'assurance sociale aux familles des kidnappés et disparus.

- Déclarer le 13 avril, journée du souvenir et du kidnappé. Ériger une statue, un mémorial du souvenir.

À la conférence de presse du 29 octobre, Mohamad Baalbaki a parrainé le slogan "Nous avons le droit de savoir" en considérant que chaque Libanais est lui-même parent de disparu.

«Nous voulons juste savoir. Nous ne demandons pas justice, pas de procès, pas de poursuite... mais la vérité. Parce que, continue Wadad Halwani, porte-parole des mères, tant que le sort de nos disparus n'est pas élucidé, nous ne sortirons pas de cette obscure inconnue, nous ne retrouverons jamais ni sérénité, ni paix.»

Pour Simone Barraje, défenseur des libertés publiques et démocratiques, qui a appuyé les mères dès les premiers jours, «le dossier doit aboutir. De commissions en commissions, les gouvernements se sont souvent débinés, rejetant même les interventions de certains ONG comme autant d'ingérences dans les affaires intérieures du Liban.» Enfin, le père Albert Abi Azar, au nom "des amis des parents de disparus", s'est proposé de supporter les familles aux épaules endolories d'avoir porté seules, pendant des années, une cause si lourde.

Aujourd'hui, les mères, les épouses, les filles des disparus nous forcent à les regarder. Aujourd'hui c'est mieux que demain pour tourner la page de la guerre. Parce qu'il y a 17 000 noms qui alourdissent cette page.

Nous ne surmonterons jamais le traumatisme de nos lâchetés en étant amnésiques. Nous ne pourrions pas regarder l'avenir et nos enfants en face si nous continuons d'éviter le regard des 17 000 mères.